

Questions orales

● (1450)

LES DÉMARCHES DU MINISTRE

L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Madame le Président, je renvoie le secrétaire d'État au hansard du Sénat du 27 octobre dernier, à la page 2902, où le sénateur Perrault aurait dit ce qui suit au sujet de cette réduction de 1 milliard et demi:

Honorables sénateurs, c'est ce que dit la réponse fournie par le ministre des Finances.

Le secrétaire d'État pourrait-il nous dire s'il s'est entretenu avec le ministre des Finances qui a annoncé, à plusieurs reprises, une compression de 1 milliard et demi de dollars dans les sommes accordées aux provinces, aux collèges communautaires et aux universités, et en tant que transferts fédéraux pour les soins de santé? S'est-il entretenu avec le ministre des Finances, a-t-il examiné le hansard du Sénat ou le fera-t-il, et se décidera-t-il ensuite à démissionner, puisqu'il vient de déclarer qu'il n'y aurait pas de réduction?

L'hon. Gerald Regan (secrétaire d'État): Non, madame le Président. L'honorable représentante est devenue experte dans l'art de déformer les chiffres et les faits. Au lieu de présenter des instances au gouvernement de l'Ontario pour l'inciter à fournir sa part d'aide au secteur de l'enseignement, elle passe je ne sais combien d'heures à fouiller le hansard à la recherche d'une coquille qui lui permettra de citer quelqu'un de travers.

Des voix: Oh, oh!

M. Regan: Mais je puis lui confirmer ce que j'ai déjà dit ici et ailleurs: je suis à peu près certain qu'il n'y aura pas de compression de 1 milliard et demi de dollars dans les crédits affectés à l'enseignement secondaire supérieur.

Des voix: Alors de combien?

M. Regan: Je puis également lui dire ceci . . .

Des voix: Oh, oh!

Mme le Président: A l'ordre, je vous prie. Comme je n'entends pas la réponse, j'imagine que bien d'autres députés ne peuvent l'entendre.

M. Regan: J'ajoute, madame le Président, que je suis renversé de voir que le député, qui représente Kingston ne l'oublions pas, semble se réjouir de compressions possibles au chapitre de l'aide à l'enseignement.

Des voix: Oh, oh!

LA DÉCLARATION DU LEADER DU GOUVERNEMENT AU SÉNAT

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark: Je vais attendre que les ministériels cessent de hurler, madame le Président.

Des voix: Oh, oh!

Mme le Président: A l'ordre.

M. Clark: Madame le Président, le leader du gouvernement au Sénat définissait-il la politique du gouvernement quand il a fait la déclaration que vient de citer mon collègue, le député de Kingston et les Îles?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, étant donné ce qu'on a dit, il est évident que je vais m'en enquérir. Le premier ministre voudra sûrement répondre lui-même.

LES DÉCLARATIONS DU MINISTRE DES FINANCES

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, le premier ministre suppléant pourrait-il nous dire si le ministre des Finances exprimait bien la politique du gouvernement lorsqu'il a déclaré à maintes reprises qu'il y aurait une réduction de 1.5 milliard?

M. Ouellet: Posez-lui la question directement.

M. Clark: Le ministre, madame le Président, qui passe le plus clair de son temps à faire des recommandations aux juges ou à conseiller aux propriétaires de petite entreprise de se débrouiller sans les services postaux me donne généreusement un conseil.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark: Il est surtout connu comme étant le ministre qui compromet lui-même son avenir politique au Québec.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark: Si je pouvais avoir un peu de silence et si ces messieurs d'en face voulaient bien faire moins de bruit . . .

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Vous n'êtes pas l'Orateur; alors, asseyez-vous!

Mme le Président: A l'ordre, je vous prie.

M. Clark: Le ministre des Finances exprimait-il la politique du gouvernement lorsqu'il a dit, et cela à maintes reprises, que l'on réduirait de quelque 1 milliard et demi de dollars les versements effectués aux gouvernements provinciaux dans le cadre du financement des programmes établis et, sinon, de quel ordre sera la réduction?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, je pense que le ministre de la Consommation et des Corporations avait bien raison de faire remarquer tout à l'heure que le ministre des Finances a été ici tous les jours depuis le début de la session.

Des voix: Oh, oh!